

*L'impôt—Loi*

Dernièrement, les préoccupations légitimes de certains ont pris la forme de revendications patriotiques provinciales qui bafouent de plus en plus le besoin de justice et d'égalité à l'échelle nationale. C'est ainsi que plusieurs dirigeants politiques provinciaux mettent l'accent, aux dépens de toute autre argumentation, sur le besoin d'un mandat fort pour protéger ce qu'ils appellent le patrimoine unique ou les fantastiques richesses qui sont à leurs yeux menacés par des forces extérieures. Une telle attitude inspirée par l'égoïsme et le mécontentement risque d'isoler les provinces qui vont se désintéresser de plus en plus des besoins légitimes et des droits fondamentaux des Canadiens, tant à l'intérieur de leurs frontières que dans les autres provinces.

La crise actuelle est alimentée dans de nombreuses régions par l'essor d'un provincialisme étroit qui accentue le fossé entre le gouvernement fédéral et les provinces. L'idéologie de l'affrontement a pris le dessus sur l'esprit de collaboration, ce qui s'est soldé par une attitude rigide plutôt que souple.

Par conséquent, monsieur l'Orateur, le débat public doit porter avant tout sur la façon de garantir la justice et l'égalité à tous les Canadiens, et non sur la lutte pour le pouvoir entre les gouvernements fédéral et provinciaux—une justice qui tiendrait compte des divergences de principes et des diversités régionales.

L'histoire a montré que pour qu'un pays conserve sa vitalité et continue à évoluer, il doit favoriser un dialogue permanent entre ses citoyens. En outre, ce n'est que si l'ensemble des habitants participent à ce dialogue qu'un pays peut espérer tirer parti, grâce au processus démocratique, de ces discussions et de ce débat.

Si nous, Canadiens, ne sommes pas sensibles à la dynamique de notre environnement, nous laisserons passer l'occasion de façonner notre avenir politique et économique.

Ce qu'il faut, monsieur l'Orateur, c'est que les Canadiens comprennent bien quels devraient être nos orientations et nos choix à une période où l'économie connaît une expansion très lente, voire nulle, et où l'acquis provenant de la croissance économique rapide des années passées ne suffit pas à faire face aux problèmes.

Nous savons que notre pays doit faire face aujourd'hui à de graves problèmes économiques et sociaux. Nous savons également que c'est sous des gouvernements libéraux qu'a eu lieu la plus forte expansion économique que notre pays ait jamais connue et qu'a été mis en place un régime de sécurité sociale pour les particuliers qui fait l'envie de nombreux autres pays.

Les gouvernements étant sérieusement obligés de contenir, voire de diminuer leurs dépenses globales, devons-nous renoncer à tout esprit humanitaire ou plutôt trouver des façons de résoudre ces problèmes économiques et sociaux grâce aux ressources dont nous disposons? Pouvons-nous renoncer à la politique sociale humanitaire à laquelle nous nous étions engagés et nous mettre à adopter les nouvelles idées farfelues des conservateurs?

Après trente ans d'expansion économique sans précédent, les pays industrialisés du monde sont tous plus ou moins dans le marasme et connaissent les mêmes problèmes d'inflation, de taux d'intérêt élevés et de chômage. Choisissons-nous, en tant que Canadiens, de renoncer au système des stimulants gouvernementaux et des initiatives privées sur lequel s'est bâti le Canada, en faveur d'un principe de marché entièrement libre,

dont la grande dépression a prouvé l'inefficacité? Ou lui préférons-nous un programme socialiste de contrôle des moyens de production et de la répression de l'esprit d'entreprise?

La pire des solutions consiste à passer d'une extrême à l'autre. Nous devrions continuer à favoriser un système d'entreprise mixte qui depuis toujours a servi à bâtir notre puissance économique. Les Canadiens ne devraient être dominés ni par le secteur public ni par le secteur privé. Nous devrions tenter d'en arriver à un équilibre harmonieux entre le pouvoir privé et le pouvoir public. C'est justement ce qui fait que la vie politique est parfois source de frustrations—quand on essaie d'en arriver à un juste équilibre qui satisferait les besoins de tous et, non pas seulement ceux d'un groupe en particulier. Il n'existe pas de solution simple ou facile parce que les problèmes ne sont ni simples ni faciles à résoudre.

● (1530)

A mesure que se déroule le débat sur le bill C-93 monsieur l'Orateur, je suis sûr que certains Canadiens souhaitent que les dépenses gouvernementales disparaissent à tout jamais. C'est ce que m'ont fait valoir certains groupes de ma circonscription, mais d'autres m'ont également prié de ne pas toucher aux programmes qui les concernent. Qu'on supprime, disent-ils, mais pas les programmes de relance industrielle qui sont essentiels à la reprise économique. Ne pas supprimer non plus les paiements de transfert, car ce faisant, précise-t-on, on aggraverait le fardeau des provinces. Ne pas couper non plus les subventions aux organismes culturels, par exemple aux théâtres, aux musées, aux orchestres symphoniques et autres choses de ce genre. Ne pas toucher aux programmes sociaux non plus. Et ainsi de suite.

Par contre, d'autres groupes réclament davantage d'intervention gouvernementale pour stimuler l'économie. Chaque jour, ce refrain nous parvient de l'autre côté. Un jour, ils proposent de dépenser davantage, le lendemain de réduire les dépenses. Ce qui souligne la nécessité de viser au juste équilibre dont je viens de parler.

Nous vivons dans un monde en proie à la peur et à l'angoisse, dans un monde où l'on se préoccupe de plus en plus de la possession individuelle et collective de biens et de territoires. Les changements que nous constatons un peu partout autour de nous et que nous arrivons parfois à peine à comprendre nous préoccupent à maints égards. A ce moment-là, nous sommes fortement tentés d'accepter ce qui nous semble inévitable, peu importe ce qu'on nous offre, au lieu d'assumer nos responsabilités de citoyens et d'essayer de comprendre le changement et de nous y adapter de la façon qui donnera la plus de liberté à chacun et qui sera la plus avantageuse pour nous tous.

Notre régime démocratique a vu le jour à une époque où la plupart des peuples vivaient dans des sociétés autoritaires. Ceux qui ont colonisé notre pays avaient été victimes de la répression gouvernementale. C'étaient des individualistes; ils ont donc bâti leur nouvelle société de façon à protéger les droits des particuliers. Ils étaient convaincus que si dans une société les particuliers jouissaient de certaines libertés et de certains droits, celle-ci pourrait compter sur l'initiative de chacun pour favoriser sa croissance économique. Ainsi, tandis que le système de la libre entreprise s'occupait de la croissance